

**Zeitschrift:** Actio : un magazine pour l'aide à la vie  
**Herausgeber:** La Croix-Rouge Suisse  
**Band:** 94 (1985)  
**Heft:** 10

**Artikel:** Les leçons de la famine  
**Autor:** Köpfli, Christoph  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-682296>

#### Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 12.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

**ANALYSE**

**Depuis déjà trois ans, la famine constitue à nouveau une menace directe pour l'existence de 150 millions d'Africains, sur les 450 millions que compte le continent. Malgré toute la rapidité d'intervention et la disponibilité des pays donateurs, on estime aujourd'hui à plusieurs centaines de milliers le nombre des victimes. Face à ce sombre bilan, se pose à nouveau le problème des causes du drame qui est en train de se jouer en Afrique. Quelle leçon devons-nous tirer de la catastrophe actuelle et de l'inefficacité de nos efforts pour combattre la pauvreté et la famine? Doit-on conclure à l'échec de la collaboration au développement?**

pays africains et des dépendances qui en résultent. L'intégration de ces derniers dans le système économique mondial est en effet désormais trop grande pour qu'ils puissent se passer des rentrées de devises que leur procurent précisément les exportations de produits agricoles. L'exploitation souvent abusive des ressources agricoles a débuté pendant l'ère coloniale, lorsque l'économie africaine a été intégrée de force à l'économie mondiale. Pour répondre à la demande croissante du marché mondial, la culture de

emplois, et vaincre la pauvreté des Etats africains. Personne ne voulait admettre à l'époque que le développement d'une agriculture exclusivement orientée vers l'exportation s'accompagnerait d'un abandon de la production indigène menaçant à terme la population paysanne - qui constitue entre 80 et 90% de la population même. Entretemps, on a constaté la diminution des entrées de devises provenant des exportations et l'absence d'effet de stimulation de l'économie comme espéré initialement.



## Les leçons de la famine

*Christoph Köpfli*

La famine qui frappe actuellement l'Afrique est le symptôme le plus évident et le plus spectaculaire de l'effondrement de la production agricole, phénomène que l'on constate dans de nombreuses régions du continent. La crise de l'approvisionnement alimentaire, qui s'est durablement installée, n'est pas uniquement due à des phénomènes climatiques, comme la sécheresse. Le sud du Sahara est la seule région du monde où la production alimentaire par habitant est en régression. On n'entrevoit aucune amélioration à la situation dans l'avenir. Pire, on constate que la famine s'est étendue à des régions de l'Afrique tropicale, dotées d'un potentiel agricole traditionnellement riche, comme le Kenya, la Zambie et la Tanzanie. La crise alimentaire va de pair avec une destruction des fondements mêmes de la production agricole, destruction dont la sécheresse n'est pas l'unique responsable mais qui a également pour cause des comportements humains erronés.

**Proposition:** pour mettre un terme à la famine, il s'agit d'une part d'exploiter, sans les détruire, les surfaces forestières encore existantes tout en s'engageant dans une politique de reboisement, d'autre part, d'encourager les méthodes de culture qui tiennent compte des données écologiques et qui permettent d'atteindre comme objectif prioritaire l'accroissement de la production indigène de denrées alimentaires.

### Erreurs écologiques

Les pays touchés par la famine sont pratiquement tous situés dans la ceinture tropicale, une région où règnent des conditions climatiques extrêmes, et caractérisée par son fragile équilibre écologique. Les populations locales ont développé des formes d'économie et de culture des sols adaptées à ce fragile environnement. Les solutions tradi-



*Le fait de favoriser systématiquement l'agriculture d'exportation (sur la photo, un champ d'ananas) a ruiné la production alimentaire locale.*

tionnelles de mise en valeur des terres ont été progressivement abandonnées pour faire place à des cultures plus rationnelles de produits destinés à l'exportation, comme le coton, le cacao, le thé, le café, les légumes, les cacahuètes, le sisal, etc. Il a été souvent démontré que la pratique de la monoculture entraînait des phénomènes d'usure des sols. De même, la plupart des très vastes zones forestières qui recouvraient autrefois l'Afrique ont été progressivement éliminées, provoquant de graves phénomènes d'érosion. Cette politique de déboisement est aujourd'hui encore intensément pratiquée.

**Proposition:** pour mettre un terme à la famine, il s'agit d'une part d'exploiter, sans les détruire, les surfaces forestières encore existantes tout en s'engageant dans une politique de reboisement, d'autre part, d'encourager les méthodes de culture qui tiennent compte des données écologiques et qui permettent d'atteindre comme objectif prioritaire l'accroissement de la production indigène de denrées alimentaires.

### En état de dépendance économique

Quelles sont les raisons qui ont poussé l'Afrique à abandonner ses méthodes traditionnelles de production au profit de modes de production plus rationnels et plus rentables? La première réponse est à rechercher dans l'interénétration des économies des pays avancés avec celles des

produits tels que le cacao, le café, le thé, le coton, etc., dont les techniques de culture sont souvent nuisibles à l'environnement, a été encouragée au détriment des productions locales destinées à la consommation indigène, telles que le millet, le maïs ou le riz. Les nations africaines, malgré leur indépendance politique de fait, sont aujourd'hui plus que jamais prisonnières d'un dilemme économique où la nécessité d'exporter s'oppose à celle de l'autosuffisance alimentaire.

**Proposition:** On ne pourra mettre un terme au déficit alimentaire chronique dont souffre l'Afrique qu'à la condition de réorienter la politique économique des pays africains vers un accroissement de la production alimentaire destinée à la consommation locale et de remodeler les relations économiques entre pays riches et pays pauvres.

### Facteurs politiques et sociaux

L'abandon et la marginalisa-

tion des populations paysannes en Afrique sont une des causes majeures de la famine qui sévit actuellement sur ce continent.

La pauvreté qui touche les populations rurales est également le résultat d'un rapport des forces au niveau de la politique intérieure, qui s'exerce au détriment des populations paysannes. Au contraire des populations urbaines et de l'élite politique et économique, les paysans ne représentent pas une force politique proprement dite et ne sont que rarement en mesure de défendre leurs intérêts face à la bureaucratie. Les priorités fixées par le pouvoir politique ne visent pas tant à améliorer le sort de la paysannerie du monde rural qu'à satisfaire les élites urbaines. Des prix à la production maintenus à un niveau insuffisant par rapport aux besoins des paysans conjugués à une carence des investissements et à une absence de protection sociale en milieu rural constituent les obstacles majeurs à une augmentation de la production.

Dans les villages, il manque de tout. Il est rare que les écoles soient en nombre suffisant et que la couverture sanitaire soit assurée. Les moyens financiers dont disposent les autorités sont investis en priorité dans le développement des zones urbaines. La campagne, considérée comme un ensemble politiquement et économiquement moins intéressant, ne bénéficie que rarement de la maine gouvernementale. Peut-on raisonnable-

ment espérer une augmentation de la production dans des conditions aussi défavorables?

**Proposition:** On ne pourra vaincre la famine en Afrique qu'en changeant le cours actuel d'une politique agricole souvent catastrophique.

### Doit-on conclure à l'échec de la politique d'aide au développement?

Après avoir rapidement brossé le tableau des causes de la famine, on peut se demander si la collaboration au développement peut apporter une solution au problème. Devant l'ampleur de la catastrophe de ces derniers mois et de ses causes, on est tenté de se résigner. Tous avons encore en mémoire la famine catastrophique des années 70, qui a fait des centaines de milliers de victimes en Ethiopie et au Sahel. Dix ans plus tard, une nouvelle catastrophe nous a surpris et le nombre des victimes est beaucoup plus élevé. Il a suffi d'une période de sécheresse prolongée pour que la pauvreté latente dégénère en une famine d'une ampleur inconnue jusqu'ici. La crise des années 70 a-t-elle donc été oubliée? Les efforts de l'aide au développement sont-ils restés vains?

Dans de nombreux cas, les projets réalisés dans le cadre de l'aide au développement ont certes permis d'améliorer ponctuellement les conditions de vie des populations. Ces efforts seraient toutefois beaucoup plus fructueux si l'environnement économique,

Sans une amélioration de la condition paysanne, on ne pourra mettre un terme au déficit alimentaire chronique.

social et politique pouvait être modifié. C'est précisément dans ces trois domaines, comme nous l'avons montré, que résident les causes de la famine. Les effets positifs d'une aide ponctuelle peuvent être neutralisés par des mécanismes sur lesquels l'aide n'a aucune prise et qui reflètent souvent les faiblesses politiques des pays concernés. La collaboration au développe-

vreté latente et la famine ne pourront être surmontées sans s'attaquer aux racines du mal, c'est-à-dire en œuvrant pour le changement des conditions sociales, politiques et économiques et en contribuant à l'instauration de relations nouvelles entre les pays riches et les pays pauvres. C'est précisément en modifiant nos rapports avec le tiers monde que nous pouvons le mieux contribuer à faire évoluer la situation, tout en dépassant les limites de l'aide au développement et de l'aide en cas de catastrophe.

Il s'agit par exemple d'accroître l'efficacité de notre collaboration en réexaminant nos relations économiques avec les pays du tiers monde, en particulier notre politique d'exportation ou notre politique agricole trop teintée de protectionnisme. La Suisse, qui appartient aux puissances économiquement fortes, a des intérêts à défendre qui ne coïncident pas toujours aux besoins des pays du tiers monde, ni à ceux des pays africains en particulier. Nous aussi profitons de produits importés à bas prix, qui concurrencent la production indigène.

La famine qui sévit actuellement en Afrique doit donc nous amener à repenser l'ensemble de nos relations avec les pays du tiers monde. Nous devons également être en mesure d'établir des relations économiques avec les pays les plus pauvres sur de nouvelles bases. Des conditions qui offriraient aux pays africains une chance pour leur développement, soit directement, au sein même de leurs économies, soit par le biais de la collaboration au développement dans le cadre d'une politique d'échanges équilibrée.

L'aide urgente et la collaboration au développement seules ne suffisent pas. Nous devons agir en responsables et nous engager dans des actions courageuses. Une telle volonté suppose chez chacun d'entre nous la conviction qu'il n'y a pas plus de «tiers monde» qu'il n'y a de «premier monde», mais un seul et unique monde: le nôtre. □